

Budget 2026 : Pas d'économies sur nos vies !

Bayrou vient de présenter son budget pour 2026. Pour l'Union syndicale Solidaires, les mesures annoncées sont inacceptables. Une fois encore, les grandes entreprises et les plus riches sont épargnés par les mesures d'austérité. Ce sont encore les populations les plus pauvres et les plus précaires qui vont payer l'addition, alors que d'autres choix sont possibles.

Depuis des semaines, le Premier ministre annonçait le chiffre de 40 milliards d'euros d'économies à réaliser sans qu'aucun fondement sérieux ne vienne l'appuyer. Un chiffre dogmatique dont l'objectif était de préparer les esprits à une attaque massive contre nos droits sociaux. Les annonces de ce jour viennent confirmer nos craintes et font grimper la saignée à 43,8 milliards pour 2026.

La réduction du déficit et la course aux économies vont lourdement peser sur la population, en particulier les plus pauvres et précaires. Le gel des minima sociaux et des retraites, mais aussi les attaques contre les droits sociaux comme l'assurance maladie ou le chômage sont autant de mesures que nous devons combattre. Elles ne feront qu'aggraver les inégalités et pousser toujours plus de personnes à renoncer aux soins, faisant aussi la part belle aux mutuelles et assurances privées.

Le démantèlement des services publics va se poursuivre : 3000 suppressions de postes et un tiers des départs non remplacés dans la fonction publique, mais aussi la poursuite du gel des rémunérations. Les conséquences sont connues, le service rendu aux usager·es continuera à se dégrader comme les conditions de travail des agent·es de la Fonction publique.

Suppressions de 2 jours fériés, gel du barème des impôts - qui va mécaniquement se traduire par plus d'impôts pour les plus bas revenus - désindexation des retraites... Ce budget et les différents projets annoncés constituent une véritable offensive contre les plus pauvres, les travailleurs et travailleuses, les retraité·es, et les chômeur·ses. Il ne répond à aucune urgence sociale ou écologique et renforce l'extrême droite.

En revanche, il n'est toujours pas question d'augmenter les impôts des plus riches ni de toucher aux aides publiques aux entreprises - 211 milliards d'aides en 2023 alors que les grandes fortunes explosent. Pourtant, la dette publique est creusée par les cadeaux fiscaux dont ils et elles ont bénéficié sans aucune condition sociale ni écologique. S'il y a un "accroc à la dépense publique", c'est bien le patronat. Seule nouvelle dépense : les milliards pour le budget de la Défense annoncés par Macron qui agite les peurs pour empêcher le débat démocratique.

Pour L'Union syndicale Solidaires il est urgent de choisir une autre voie :

- revenir sur la baisse des impôts de production et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (20 milliards d'euros de recettes estimées)
- rétablir l'ISF (4,5 milliards d'euros de recettes estimées)
- imposer les revenus financiers au barème progressif de l'impôt sur le revenu et créer de nouvelles tranches pour un impôt vraiment progressif,

- supprimer les exonérations de cotisations qui coûtent cher au budget de l'État, détruisent la protection sociale et tirent les salaires vers le bas (80 milliards d'économies).
- taxer les rachats d'action de manière conséquente et les superprofits (20 milliards de recettes estimées)
- investir dans les services publics et la bifurcation écologique.

Face à l'austérité, nous portons l'exigence d'un autre budget, au service d'une société plus juste, plus solidaire et plus écologique. Solidaires fera campagne pour lutter pied à pied pour un budget qui améliore la vie de toutes et tous.

Nous appelons à construire dès à présent les mobilisations à même de nous faire gagner. Il n'est pas question d'accepter ces régressions.

Pas d'économies sur nos vies !